



---

**BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 153 / 19 avril 89**

---

**LA LOI ELECTORALE EN CHANTIER**

Le gouvernement est fidèle au calendrier fixé à San Salvador : une partie de l'opposition joue le jeu démocratique tandis que l'autre préfère une fois de plus opter pour la Contra.

**WASHINGTON MANOEUVRE POUR L'ABSTENTION**

L'accord passé entre la Contra et une partie de l'opposition montre que celle-ci a de nouveau choisi d'accrocher son wagon à la locomotive de la Maison Blanche.

**POUR LE NICARAGUA, LA SOLIDARITE RESTE PREPONDERANTE**

Patricia Elvir, secrétaire générale du comité nicaraguayen de solidarité, d'amitié et pour la paix, analyse, à la veille des IIIèmes rencontres de la solidarité qui auront lieu en juillet à Managua, dix ans de travail avec des organismes du monde entier.

**EL SALVADOR: DROITS DE L'HOMME TOUJOURS BAFOUES**

On enregistre une nouvelle recrudescence des exactions des escadons de la mort au Salvador. Selon la responsable de la Commission des droits de l'homme, les Salvadoriens savent à quoi s'en tenir avec ARENA au pouvoir.

**EN BREF :**

- La CODEHUCA visite les prisons nicaraguayennes
- Nouvelle proposition du FMLN

---

40 P 11481

## LA LOI ELECTORALE EN CHANTIER

par Vilma Gutierrez

Managua, 14 avril (ANN). La discussion à l'Assemblée nationale des 26 réformes de la loi électorale et l'introduction d'un avant-projet de loi sur les médias font partie des démarches gouvernementales pour l'accomplissement des engagements pris à San Salvador en février, lors du sommet des présidents centraméricains.

Le président Ortega s'était alors engagé à libérer les ex-gardes somozistes emprisonnés avant 1979, à réformer la loi électorale et la loi sur les médias afin de créer des conditions favorables à l'activité de tous les partis politiques et à intégrer à ces réformes les propositions des autres partis. Il avait programmé, de plus, d'avancer la date des élections de novembre 90 au 25 février.

Entre autres points de l'accord de San Salvador figuraient la participation équilibrée des partis politiques au Conseil électoral suprême, ainsi que l'invitation d'organisations internationales à observer le processus électoral.

Malgré la nouvelle aide financière accordée par le Congrès des Etats-Unis à la Contra et la mauvaise volonté des gouvernements centraméricains à mettre concrètement en route le plan de démobilisation de la "Résistance" prévu dans les 90 jours (l'échéance est le 14 mai prochain), le gouvernement nicaraguayen a mis en place une série de mesures tendant à garantir le bon déroulement des élections et des conditions favorables à la paix.

Le 17 mars, la remise en liberté de 1894 gardes somozistes condamnés à des peines de 15 à 30 ans de prison pour tortures et sévices, a été le premier point des accords à être accompli. Ensuite le gouvernement a sollicité officiellement certains organismes internationaux tels que l'OEA et l'ONU, afin qu'ils envoient des observateurs pendant les élections. De plus, des rencontres ont été organisées avec une vingtaine de partis d'opposition de toutes idéologies afin de les consulter sur le processus électoral et les accords souscrits, renforçant un consensus national autour de ces questions.

La réforme de la loi électorale est un des points les plus significatifs de l'exécution des promesses électorales gouvernementales: le président Ortega a recueilli les propositions des partis politiques qui en ont formulé et les a présentées à l'Assemblée pour discussion. Cette proposition de réforme, étudiée tout d'abord par une commission parlementaire qui a élaboré son rapport, sera discutée, approfondie, élargie et enfin soumise au vote la semaine prochaine par l'Assemblée. Parmi les articles les plus polémiques figurent le droit de vote des Nicaraguayens restés à l'étranger, ainsi que la date des élections. Les autres points de la réforme ont trait à la participation

pluraliste au sein du Conseil électoral suprême et au financement des partis participant à la campagne électorale.

Selon les accords de San Salvador, la réforme de la loi électorale et de celle sur les médias devrait être votée par le parlement avant le 25 avril, date à laquelle commencerait la période préélectorale, si les élections sont confirmées pour février 90. Le processus pré-électoral comprendra une première période de quatre mois pour la préparation et l'organisation des partis, suivie des six mois de campagne.

Malgré la disposition qu'a démontrée le gouvernement à respecter les accords de San Salvador, certains dirigeants politiques, principalement ceux du "Groupe des 14" ont signé récemment au Guatemala un document avec les chefs de la Contra, qui confirme la volonté de celle-ci de ne pas se démobiliser et stipule son engagement devant l'opposition à "garantir" le processus électoral...

Ainsi, malgré tous les efforts du gouvernement dans la recherche de la paix, malgré la décision douloureuse de libérer les gardes somozistes, les vents bellicistes continuent de souffler sur la région, stimulés par l'aide économique et militaire du gouvernement des Etats-Unis et par la lenteur des gouvernements centraméricains à exécuter le programme de démantèlement de la Contra.

### Annexe :

#### PROPOSITIONS DU GOUVERNEMENT.

- tous les partis qui participent aux élections recevront le même temps d'antenne (télévision et radios publiques et privées).
- les partis parlementaires et non-parlementaires peuvent présenter trois candidats pour siéger parmi les autorités électorales.
- l'opposition occupera deux des cinq sièges du Conseil électoral suprême (CSE).
- des représentants de chaque parti pourront être présents afin de surveiller le déroulement du vote et le dépouillement.
- Les formalités pour constituer un parti nouveau seront réduites au minimum.
- 60 % du financement public de la campagne électorale seront répartis également entre tous les partis et 40 % proportionnellement au poids électoral de chacun (aux dernières élections de 84).

- Suppression de la limite minimum de 5 % des suffrages pour avoir une représentation.
- élection à la proportionnelle des députés dans chaque district.
- Installation d'un second centre de décompte des suffrages.
- Les Nicaraguayens résidents à l'étranger pourront s'inscrire auprès du consulat nicaraguayen de leur pays de résidence mais devront voter au Nicaragua.
- **calendrier électoral :**  
25 avril - 25 août : période de préparation, d'organisation et de mobilisation. Les partis doivent présenter leurs candidats au CSE et aux autres instances électorales. Ils peuvent appeler à des rassemblements après en avoir averti les autorités et s'être fait enregistrés par les pouvoirs municipaux.
- 26 août - 3 décembre : les partis peuvent appeler à des rassemblements sans autorisation préalable. Ils disposent du "Canal Deux" de la télévision selon l'horaire établi par le CSE. Ils reçoivent un financement de l'Etat. Les candidatures doivent être déclarées officiellement.
- 4 décembre - 21 février 1990 : campagne électorale proprement dite.

#### PROPOSITIONS DES 15 PARTIS D'OPPOSITION :

(signée par le Parti libéral, le Parti libéral indépendant, le Parti libéral constitutionnel, le Parti libéral indépendant d'unité nationale, le Parti conservateur - deux tendances -, le Parti conservateur démocrate - deux tendances -, le Parti social démocrate, le Parti social-chrétien, le Parti populaire social-chrétien, le Parti unioniste centraméricain, le Parti communiste du Nicaragua, le Parti socialiste du Nicaragua).

#### I. Propositions dans le domaine juridique :

- amnistie générale
- suspension du service militaire six mois avant les élections et démobilisation des appelés
- dérogation de la loi sur les médias
- dérogation de la loi de sécurité publique
- dérogation de la loi régissant les activités de la police
- suppression de la peine d'exil
- composition pluraliste et équitable de la Cour suprême de justice.
- dialogue national

#### II. Propositions pour la loi électorale.

- droit de vote pour les Nicaraguayens résidents à l'étranger
- enregistrement sur des listes électorales de chaque citoyen et attribution d'une carte électorale
- financement égal de tous les partis pour leur campagne électorale
- accès équitable aux médias publics et privés
- autorisation d'un canal privé de télévision
- les policiers et les militaires se trouvant en ville doivent être soumis à l'autorité du CSE durant le processus électoral
- pas de droit de vote pour les militaires en activité
- liberté de manifestation
- le conseil électoral suprême sera composé par quatre membres de l'opposition et un membre du FSLN
- le CSE nommera les conseils électoraux régionaux, qui nommeront eux-mêmes les conseils électoraux municipaux
- 350 votes maximum par bureau de vote.
- chaque parti doit recevoir une copie de la liste des électeurs et des votants
- simplification des formalités pour la création de nouveaux partis
- une assemblée des partis politiques composée équitablement de membres de tous les partis existants remplacera le conseil national des partis politiques chargé de régler l'activité de ceux-ci
- les alliances de partis recevront en matière de financement et de temps d'antenne le total de ce à quoi à droit chaque parti qui les composent
- interdiction d'utiliser des fonctionnaires ou des fonds publics à des fins politiques sous peine d'exclusion des élections
- vote à la proportionnelle sans pourcentage minimum limite pour avoir une représentation

#### III. Proposition dans le domaine économique :

- arrêt des confiscations.

#### WASHINGTON MANOEUVRE POUR L'ABSTENTION

par Roberto García

Managua, 15 avril (ANN). Le 9 avril dernier, des représentants du "Groupe des quatorze" et du Congrès permanent des travailleurs ont rencontré au Guatemala les chefs de la Contra, entre autres l'ancien colonel de la garde somoziste Enrique Bermudez.

Selon l'opposition (pour la composition de ces groupes d'opposition, voir bulletin no. 136-137 du 21 déc. 88), cette réunion avait pour but de faire connaître à la Contra "les difficultés du processus électoral au Nicaragua" et de

lui expliquer ses propositions de réformes à la loi électorale. Ces propositions avaient été remises à l'Assemblée nationale la semaine précédente, mais après la date limite prévue, si bien qu'elles n'ont pas pu être examinées lors du débat sur la loi électorale.

La Contra et l'opposition, lors de leur rencontre au Guatemala, ont passé un accord qui met en évidence le désir des Etats-Unis d'ôter toute légitimité aux élections en utilisant une stratégie qui leur permette de passer pour les promoteurs d'une solution pacifique.

Les partis politiques, de leur côté, ont donné un air de légitimité à cette stratégie, qui a de forts relents d'abstention, en proposant une nouvelle rencontre qui aura lieu en mai au Costa Rica et au cours de laquelle il sera décidé si l'opposition se présente ou non aux élections.

Tout n'est cependant pas facile pour les signataires de l'accord avec la Contra. Plusieurs d'entre eux (Parti libéral indépendant d'unité nationale, le Parti unioniste centraméricain, le Parti social-chrétien etc.) ont été disqualifiés par les leaders de leurs propres partis, qui sont convaincus que s'ils décident de participer au scrutin, ils n'ont aucun intérêt à apparaître comme représentants de l'ancienne garde de Somoza.

De son côté, le quotidien de droite "La Prensa" a joué un rôle important en maintenant le mythe de l'unité de l'opposition et en condamnant les groupes qui manifestent leur intention de participer aux élections, avec l'argument que les partis ne peuvent renverser les Sandinistes qu'en se présentant unis ou en s'abstenant tous.

Pour beaucoup de formations politiques, l'intervention des Etats-Unis contre le Nicaragua est essentielle pour leur permettre d'arriver au pouvoir, si bien qu'ils négligent l'activité politique qui leur serait nécessaire pour augmenter leur influence dans le pays. Aucun parti politique n'a présenté de programme ou d'alternatives structurées qui puissent le faire apparaître comme représentatif d'un ou plusieurs groupes sociaux.

Selon les observateurs, certains partis ont commencé à comprendre qu'ils avaient perdu leur temps en réglant leur conduite sur celle de Washington, qu'ils sont fragmentés et que presque aucun travail politique n'a été fait. Quelques-uns tentent de rattraper le temps perdu tandis que d'autres voient dans l'abstention la solution la plus facile. Cependant, selon un éditorial du quotidien *Barriada*, les uns et les autres savent bien que l'alliance avec la Contra signifie "leur renoncement à l'indépendance comme opposition nationale pour lier leur sort à celui d'une contre-révolution vaincue dont les Etats-Unis eux-mêmes ne savent que faire".

## POUR LE NICARAGUA, LA SOLIDARITE RESTE PREPONDERANTE

Une entrevue avec Patricia Elvir, secrétaire générale du Comité de solidarité, d'amitié et pour la paix (CNASP)

par Sergio Ferrari

**Managua, 13 avril (ANN).** Les relations entre la révolution nicaraguayenne et des centaines de comités d'organismes non-gouvernementaux, de groupes chrétiens solidaires constituent depuis dix ans un des aspects de "l'originalité" du processus nicaraguayen.

Avec ses tensions, ses limites et ses crises de part et d'autre, cette communication a enrichi la révolution nicaraguayenne et a apporté de l'air frais à des peuples et des mouvements séparés parfois par des milliers de kilomètres. L'attraction - casi mystique - suscitée par le Nicaragua a été l'occasion pour beaucoup de femmes et d'hommes des pays développés de connaître pour la première fois "le drame du sous-développement de nos continents" affirme Patricia Elvir. La jeune secrétaire générale du CNASP, principal pont entre la révolution et le mouvement de solidarité, n'a pas été avare d'auto-critiques. Elle a analysé avec franchise les succès et les problèmes, a évalué la crise et a envisagé l'avenir au cours d'une entrevue avec l'ANN.

## REPRENDRE LES PROJETS EN SUSPENS

*ANN : Le mouvement de solidarité, partie prenante du processus sandiniste dans son ensemble, a vécu durant ces dix années une série d'étapes, chacune avec ses propres contours. Quelles sont aujourd'hui les attentes du Nicaragua face à ce mouvement, au regard de l'expérience de ces dix ans ?*

Patricia Elvir : Le travail de la solidarité pendant ces dix ans appelle quelques remarques. Comme chacun sait, ce mouvement est né avant le triomphe de la révolution, en réponse à un appel du Front sandiniste pour contribuer au renversement de la dictature. Il s'est développé au fur et à mesure que le FSLN apparaissait comme une alternative pour la libération du pays. Cette expérience a été le germe de l'actuel courant de solidarité. Après le triomphe, le mouvement s'est adapté.

Comment allait-il continuer son travail ? Cela n'était pas encore très clair pour nous à ce moment-là. Nous comprenions qu'il était le résultat d'un lien d'amitié créé avec le monde, et qu'il devait dans un premier temps s'engager dans la reconstruction nationale. Ainsi, les premiers projets de la solidarité ont concerné le terrain social, l'éducation, la santé, aidant à concrétiser les promesses contenues dans le programme du FSLN.

Cette situation a changé radicalement en 82 avec le début de la guerre: celle-ci n'était pas vraiment une surprise, mais il était difficile de prévoir ses véritables dimensions. Face à l'agression directe des Etats-Unis et la mise en oeuvre de leur projet de destruction de la révolution sandiniste, il est devenu urgent et nécessaire pour le mouvement de solidarité de mettre toutes ses forces dans la lutte contre l'intervention et pour le respect de la révolution, pour son existence-même. De 84 à 86, les priorités ont été de dénoncer la guerre, de s'opposer à l'agression, d'exiger l'arrêt du soutien des Etats-Unis à la Contra. L'activité de la Contra a diminué sans toutefois cesser, elle est toujours présente comme réalité politique, autant au Honduras qu'au Nicaragua. Mais l'espace a grandi pour la paix dans la région avec les accords centraméricains.

Ainsi nous nous retrouvons, vis-à-vis de la solidarité, à notre point de départ : nous l'appelons à nous aider dans la reconstruction, à contribuer à la réalisation et au développement du projet politique pour lequel nous avons fait la révolution. Il reste beaucoup de tâches à mener à terme. A l'occasion du dixième anniversaire, nous convions la solidarité à faire l'analyse de ces années, à échanger les expériences et à reprendre les projets restés en suspens. Je pense aux projets concernant la Côte atlantique, les problèmes des femmes, des enfants, de la santé, de l'éducation, autant d'objectifs affectés et même parfois relégués à cause de la guerre.

#### REALITE PLUS COMPLEXE, SOLIDARITE PLUS ENGAGEE

*ANN : Cet appel à la solidarité est lancé à un moment difficile pour le Nicaragua. La réaction internationale "euphorique" face à la révolution sandiniste il y a dix ans a laissé place à une réalité complexe de la situation nicaraguayenne. Cela a-t-il une incidence sur la nature et les caractéristiques du mouvement de solidarité ?*

Patricia Elvir : Le Nicaragua continue de représenter pour de nombreux peuples un espoir, un exemple important. Dix ans ont passé. C'est une longue période pour un processus de solidarité. Il ne faut pas oublier que le Nicaragua est le pays qui a affronté directement l'Administration Reagan. Cela a eu des conséquences sur le plan international et a fait de nous en quelque sorte le fer de lance du mouvement pour la défense des droits des peuples face à l'impérialisme. Nous sommes allés à la Cour internationale de La Haye, nous avons été constamment à l'ordre du jour à l'ONU, pour exiger le respect du droit international. Nous avons promu un mouvement centraméricain pour la paix, créant un précédent régional là où il n'y avait rien. Nous appelons l'Amérique latine à un consensus contre la politique agressive des Etats-Unis. Tout cela implique d'assumer un rôle sur la scène internationale, ce qui demande une solidarité plus engagée. Le mouvement initial qui s'est fait notre porte-parole dans le monde a élargi son contenu et ses contours. Il a

aujourd'hui une tâche plus complexe. Nos réalités propres nous obligent à des réponses audacieuses, nouvelles. Cela entraîne polémiques, interrogations, surprises et débats dans lesquels la solidarité est immergée, elle vit cette complexité. Il est certain que soutenir pendant longtemps un mouvement révolutionnaire qui a pris le pouvoir introduit une nuance nouvelle. Nos amis des comités de solidarité se sentiraient peut-être plus "à l'aise" parfois aux côtés de mouvements politiques qui luttent pour la libération. Ici c'est différent, il s'agit de soutenir une révolution confrontée à une agression extérieure et de l'aider à réaliser son projet politique dans des conditions matérielles meilleures.

#### LA SOLIDARITE A UNE PLACE PREPONDERANTE

*ANN : Certains comités ont parfois signalé un manque d'attention à leur égard. Ils estiment que les autorités nicaraguayennes n'ont pas toujours répondu à leurs demandes, leurs questions, leurs doutes. Qu'en pensez-vous ?*

Patricia Elvir : Les comités de solidarité ont raison de souligner nos erreurs, nos limitations. Leur préoccupation est dans une certaine mesure justifiée. Mais si nous considérons la chose d'un point de vue global, qui est le plus important, je pense que la révolution a attribué un rôle prépondérant à la solidarité, c'est-à-dire au travail des gouvernements amis, des partis politiques, des syndicats, des mouvements religieux, des organisations sociales et populaires. Ce n'est pas par hasard que le président Ortega a souvent entrepris des voyages à l'étranger, tout comme d'autres dirigeants. Ce n'est pas seulement pour rencontrer des chefs d'Etat ou des hommes au pouvoir, mais aussi pour avoir un contact direct avec nos amis, pour parler avec les peuples, régénérer notre connaissance mutuelle.

La prochaine visite de Daniel Ortega en Europe (dernière semaine d'avril, ndlr) a, entre autres objectifs importants: la rencontre avec les peuples et les mouvements amis. Le FSLN a fait des efforts concrets pour maintenir ce contact à l'étranger.

Ce que je dis n'a pas pour but de méconnaître la juste réclamation de la solidarité en ce qui concerne l'organisation. Certaines critiques ont à voir avec notre manque d'expérience, nos possibilités matérielles limitées, le manque de perspectives dont ont fait preuve certains organismes nicaraguayens. Je pense que le CNASP peut améliorer la situation dans beaucoup de domaines. Je voudrais à ce propos insister sur l'importance de l'information en direction de la solidarité. Dans ce cadre, nous avons l'intention de resserrer les liens avec l'ANN pour donner davantage d'éléments aux comités.

A mon avis, tout cela a beaucoup à voir avec le problème

A mon avis, tout cela a beaucoup à voir avec le problème du développement. C'est pour cela que les IIIèmes rencontres de la solidarité de juillet auront lieu à ce moment. S'il est vrai que la révolution en est à une étape très importante - étape de réflexion et d'évaluation pour organiser notre futur -, nous devons d'autant plus dialoguer avec le mouvement de solidarité. Son rôle dans la prochaine étape du processus sera tout aussi fondamental.

#### LA SOLIDARITE DOIT COMPRENDRE LA LOGIQUE DE NOS ACTIONS

*ANN : Le Nicaragua appelle la solidarité à participer à ces rencontres au moment où viennent d'être prises certaines décisions (concertation économique, anticipation des élections, libération des gardes somozistes) qui sont peut-être difficiles à comprendre quand on est loin. La situation du moment est complexe...*

Patricia Elvir : La situation du moment est complexe, mais pas à cause des décisions qui ont été prises. Les choix de la révolution, en termes stratégiques, sont déjà faits. Cependant, concevoir un projet révolutionnaire est une chose et la réalité que l'on rencontre en est une autre. Cela veut dire qu'il faut chercher son chemin dans une réalité concrète, produit de facteurs multiples - en ce qui nous concerne ce sont des facteurs essentiellement externes: l'agression, la pression des Etats-Unis, la crise mondiale.

Il est important de revenir là-dessus car il pourrait y avoir une inquiétude dans la solidarité. Elle pourrait penser que nous sommes à la veille de changements dans nos principes et dans nos définitions stratégiques, que la révolution est sur le point de reconnaître que son projet initial était erroné. C'est une préoccupation sans objet. La révolution est très claire sur ce qu'elle veut.

Nous ne pouvons nier que nous avons rencontré une réalité, j'y insiste, assez différente de celle que nous avions prévue, une agression sans précédent dans notre histoire (et même dans celle de l'Amérique latine). Nous avons dû adopter une dynamique très agile, faire preuve d'une grande capacité d'adaptation cela peut déconcerter les gens, surtout s'ils ont beaucoup d'idées préconçues.

Nous avons demandé à la solidarité de comprendre la logique selon laquelle la révolution détermine ses tâches au fur et à mesure. Le Xème anniversaire est un moment d'évaluation, maintenant nous connaissons mieux la réalité, le pouvoir, nous savons plus clairement ce que sont nos ennemis. Notre peuple a vécu un apprentissage. Désormais nous pouvons aller plus vite dans la définition de nos tâches face à la nouvelle situation, sachant que la paix est notre objectif principal et qu'il n'a pas été atteint. Il n'y a aucun changement: nous voulons une paix digne, la souveraineté, l'autodétermination.

#### EN EUROPE, LA SOLIDARITE VA DE L'AVANT

*ANN : Pour finir, comment évaluez-vous le rôle joué plus particulièrement par le mouvement de solidarité d'Europe occidentale ?*

Patricia Elvir : Il n'y a aucun doute que nous avons reçu d'Europe occidentale une solidarité, tant politique que matérielle, très significative.

C'est un des mouvements les plus solides, par l'expérience qu'il a acquis, la base qu'il s'est créée et la dimension nationale qu'il a su atteindre dans chaque pays: je veux parler de l'accès qu'il a aux instruments politiques (médias, partis politiques). : c'est un mouvement efficace dont nous recevons beaucoup.

Pourtant nous pensons que nous devons nous rapprocher davantage pour mieux nous connaître. Certes, beaucoup de gens sont venus ici et de notre côté nous avons maintenu une présence en Europe, mais l'histoire nous avait séparés depuis longtemps et nos relations sont relativement récentes.

Parfois, des chocs se produisent, non seulement sur le plan culturel mais aussi dans l'interprétation de la réalité politique. Il faut comprendre que des milliers de personnes ont découvert le sous-développement à travers le Nicaragua. Et le sous-développement, ce n'est pas seulement les maisons sans eau ni électricité: c'est tout un ensemble de facteurs qui sont la plaie du continent tout entier. Prenons un seul exemple: le machisme. Je comprends et respecte profondément le sentiment des membres de la solidarité quand certaines de nos activités entrent en contradiction avec le féminisme, par exemple les concours de beauté. Mais tout ça vient de loin. Je ne prétends rien justifier mais seulement expliquer pourquoi il y a des heurts.

#### LA COMPREHENSION MUTUELLE EST POUR NOUS UN PROBLEME ET UN DEFI.

Pourtant, nous avons la conviction que la crise - car il y a crise de culture, de relations, de compréhension, de communication - fait partie d'un accouchement historique d'où va naître une nouvelle réalité, des relations encore plus ancrées dans la réalité, efficaces et étroites. Notre peuple ne comprend pas toujours les Européens, leur façon de s'habiller, de raisonner, de travailler. C'est la même chose du côté des Européens. Nous avons été séparés pendant des siècles. Nous devons désormais chercher les uns et les autres à nous rencontrer, à nous ouvrir.

## EL SALVADOR: DROITS DE L'HOMME TOUJOURS BAFOUES

par Felipe Jaime

Managua, 12 avril (ANN). La réunion ordinaire de la Commission pour la défense des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA) s'est tenue à Managua au début du mois d'avril. C'est la première fois que les principaux organismes des droits de l'homme du Belize, du Guatemala, du Honduras, du Salvador, du Nicaragua, du Costa Rica et du Panama se rencontrent hors du siège de l'organisation qui est à San José (Costa Rica).

La CODEHUCA a été fondée en 1978 avec pour objectif "la promotion et la défense des droits de l'homme de la population centraméricaine" et pour principale préoccupation "la détérioration croissante de ces droits dans la région". Sa coordinatrice, Mirna Anaya, a accordé une entrevue exclusive à l'ANN lors de son séjour à Managua.

Mirna Anaya dirige la Commission des droits de l'homme du Salvador, (CDHES) et elle est la veuve de Herbert Anaya, président de la CDHES assassiné en 1987.

*ANN: Quelle est aujourd'hui la situation des droits de l'homme au Salvador ?*

Mirna Anaya : Les violations des droits fondamentaux de l'individu continuent à être une pratique commune au Salvador. Elles sont impulsées par les pouvoirs de l'Etat, aussi bien l'exécutif que le législatif ou le pouvoir judiciaire, pour terroriser les gens et les empêcher d'exercer leurs droits. Durant les deux premiers mois de cette année, 469 civils ont été assassinés, 286 ont été capturés, 49 ont disparu. L'an dernier, pendant la même période, ces chiffres étaient respectivement de 332, 112 et 36. On voit clairement que le droit à la vie et aux garanties individuelles est de moins en moins respecté.

*ANN: Les escadrons de la mort existent toujours ?*

Mirna Anaya : Ils n'ont jamais été démantelés. Il est faux de dire qu'ils avaient disparu. En réalité ils sont actifs depuis 1980. On a pu prouver que ces groupes paramilitaires ont des liens directs avec l'armée: leurs membres sont des militaires et des policiers en civil.

Après la signature du plan de paix d'Esquipulas, en août 87, les escadrons de la mort ont fait une démonstration de force en allant enlever les gens jusque dans leurs maisons et en les abandonnant ensuite dans les rues après les avoir torturés.

Les cadavres de leurs victimes apparaissent avec le nez ou la tête coupés, avec les mains arrachées, pour qu'on ne puisse pas les identifier. Ils leur enlèvent aussi la peau du visage, pour terroriser les gens. Ce genre d'actions s'est multiplié depuis la victoire d'ARENA aux élections de mars. Depuis ce scrutin, la CDHES a déjà étudié 26 cas de personnes enlevées, assassinées, puis jetées d'un véhicule par les escadrons de la mort, qui utilisent d'ailleurs des armes des Forces armées.

*ANN : Le gouvernement et l'armée accusent sans arrêt la guérilla de ne pas respecter les droits de l'homme. Cette affirmation est-elle vraie ?*

Mirna Anaya : A de nombreuses occasions, l'armée a camouflé ses exactions en accusant le FMLN. La plupart du temps, quand on a imputé des assassinats ou des massacres à la guérilla, nous avons constaté que c'était faux. Il y a eu quelques cas dont était responsable le FMLN et nous l'avons également prouvé. Mais c'était des actes isolés, qui échappaient à la volonté de la guérilla et n'avaient rien à voir avec une pratique systématique comme celle de l'armée. En ce qui me concerne, le gouvernement de J.N. Duarte a présenté un étudiant comme responsable de l'assassinat de mon mari, Herbert Anaya, qui était président de la CDHES. Ils ont payé à ce jeune 2'400 dollars pour dire qu'il avait obéi à un ordre de la guérilla. Ensuite, il s'est rétracté et il a été prouvé que c'était le gouvernement qui avait ordonné la mort de Herbert. Le gouvernement essaie de charger la guérilla pour couvrir sa propre responsabilité.

*ANN: Quelles sont les perspectives avec le gouvernement de Cristiani ?*

Mirna Anaya : Cristiani et son parti, ARENA, ont intérêt à ce que l'injustice se perpetue au Salvador. Leurs méthodes ne peuvent être autres que la répression pour étouffer la voix des Salvadoriens et les empêcher de dire qu'ils ont faim. Pour ces gens, le plan de paix est un instrument dangereux car il comporte des éléments destinés à asseoir une véritable démocratie où tous les citoyens ont des droits et des devoirs. Nous avons toujours redouté l'accession d'ARENA au pouvoir, car nous savions que ce parti allait accroître la répression comme il l'avait fait avant et qu'il essaierait de donner le coup de grâce au plan de paix.

En termes généraux, nous considérons que Cristiani a repris le contrôle politique - car le contrôle économique, il l'a toujours eu - pour continuer la guerre, laquelle a déjà fait 60'000 victimes. Cristiani et ARENA ont toujours été fermes à la solution politique du conflit. Cristiani ne va jamais avoir à souffrir de la guerre, il ne va jamais avoir un fils mutilé, il ne va jamais se trouver sous les bombes. Ce sont les guérilleros, les soldats et les officiers de moindre rang qui vont se trouver dans ces situations. Le haut commandement de l'armée reste à San Salvador. Ces gens voient la guerre comme un film. Ils n'ont aucu-

sent de tous les avantages que procurent l'argent et le pouvoir. Cristiani ne veut pas mettre fin à ce conflit, ne de l'injustice sociale et de la répression.

*ANN: Quel avenir attend les Salvadoriens ?*

Mirna Anaya : La situation est plus claire maintenant. Avant, il y avait une démocratie de façade, mais c'était les militaires et les millionnaires qui avaient le pouvoir réel. Aujourd'hui, les Salvadoriens savent à quoi s'en tenir. Avant, des réformes étaient faites, mais ceux qui étaient censés en bénéficier étaient assassinés. Cristiani et son parti ont annoncé que les réformes allaient être annulées et même que les banques allaient être privatisées. La situation économique, la marginalisation, l'injustice, la dénutrition, l'absence de soins médicaux vont se perpétuer avec le nouveau président. Car avec ou sans Cristiani, il y a au Salvador un pouvoir économique très puissant, celui de l'oligarchie, qui est resté en place avec Duarte.

Les Salvadoriens ont compris que la seule chose qui puisse les sauver, c'est qu'ils s'organisent, puisque même les tribunaux ne peuvent protéger leur vie et leurs droits fondamentaux.

**EN BREF :**

#### **LA CODEHUCA VISITE LES PRISONS NICARAGUAYENNES ?**

**Managua, 12 avril (ANN)** Le Nicaragua accorde une priorité à la défense des droits de l'homme: telle est la conclusion de la Commission centraméricaine pour la défense des droits de l'homme (CODEHUCA) après sa visite dans le pays.

Les membres de la commission se sont rendus au centre pénitentiaire de Tipitapa, où ils ont pu constater que les conditions de détention sont correctes et qu'aucun mauvais traitement n'est infligé aux ex-gardes somozistes toujours incarcérés, selon le propre avis des détenus interrogés.

Mirna Anaya, coordinatrice de la commission a ajouté qu'une formation était proposée aux détenus. En ce qui concerne les critères retenus par l'Assemblée nationale pour la libération des ex-gardes somozistes (39 d'entre eux ont été exclus de cette libération), M. Anaya a déclaré que l'Assemblée avait usé de son droit et de son autonomie d'organisme représentant du peuple, et que les décisions avaient été prises après un examen cas par cas de la situation des prisonniers, alors que le président Ortega avait proposé une libération générale.

La commission souhaite maintenant visiter les autres

pays centraméricains, mais ses membres ont reconnu qu'ils ne bénéficient pas d'une réelle liberté de mouvement, considérant le cas du Nicaragua comme exceptionnel. Il leur a été possible par exemple d'y rencontrer le président Ortega alors que cela s'avère impossible au Costa-Rica avec le président Arias.

"Au Honduras, Guatemala, et Salvador, nous pensons que nos activités seront très limitées, si toutefois on ne nous ferme pas complètement la porte..." a signalé M. Anaya. La CODEHUCA a approuvé l'initiative de faire appel à des organismes internationaux, d'une capacité et d'une crédibilité incontestables, pour examiner la situation des droits de l'homme en Amérique centrale. La commission centraméricaine a salué les efforts du Nicaragua pour faire avancer le plan de paix dans la région, constatant la différence d'attitude entre ce pays et certains de ses voisins.

#### **EL SALVADOR: NOUVELLE PROPOSITION DU FMLN**

**San Salvador, avril (ANN).** La guérilla salvadorienne a proposé le 6 avril dernier la réalisation de nouvelles élections présidentielles, condition impérative pour négocier la paix et mettre fin à dix ans de conflit.

Ce nouveau texte du commandement général du FMLN, signale que le futur gouvernement d'ARENA, parti d'extrême droite qui a gagné les élections de mars, est illégitime compte tenu du très fort taux d'abstention enregistré. Il doit donc être déclaré "gouvernement de transition". La guérilla propose que de nouvelles élections soient réalisées après avoir discuté de sa proposition et créé un cessez-le-feu bilatéral.

Le FMLN offre de négocier trois types d'accord: "pour la démocratisation, pour asseoir les bases d'un règlement structurel des problèmes qui ont provoqué la guerre et pour établir la paix".

Il demande l'élection d'un gouvernement véritablement légitime, d'une Assemblée constituante chargée de réviser la constitution actuelle et de conseils municipaux (dont seulement 40 % fonctionnent actuellement).

Le FMLN a annoncé qu'il participerait directement au scrutin "comme force politique avec sa propre bannière et en coalition avec d'autres partis disposés à se présenter avec nous".

Le commandement général de la guérilla demande par ailleurs qu'ARENA mette fin aux "assassinats, captures, disparitions, attentats terroristes et aux actions répressives des forces armées et des escadrons de la mort".

On a su le 18 avril qu'une infirmière française, Madelei-

On a su le 18 avril qu'une infirmière française, Madeleine Lagadec et un médecin argentin ainsi que trois Salvadoriens sont morts lors d'une attaque de l'armée gouvernementale dans le département de San Vicente où des hélicoptères et des avions ont lancé des bombes sur un hôpital du FMLN.

---

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Télex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--  
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--  
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

#### UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

